

Changement

Les catholiques de la Tradition et la tentation de la sécession

Jean-Louis Schlegel, Paris
sociologue des religions

ÉGLISE

On a pu croire un moment qu'avec son *motu proprio Traditionis custodes* de juillet 2021, qui annulait, pour faire bref, les facilités accordées par Benoît XVI en 2007 pour célébrer la messe en latin, le pape François allait rallumer les tentations sécessionnistes des catholiques de droite, traditionalistes, identitaires ou conservateurs. Pourquoi tant de fureur, voire de haine serait-on tenté de dire, de la part de catholiques de France à l'encontre de François ?

Philosophe, traducteur et ancien directeur au Seuil, Jean-Louis Schlegel a occupé pendant une trentaine d'années des fonctions de direction à la revue *Esprit*. Spécialiste des recompositions contemporaines du religieux, il vient de co-publier, avec Danièle Hervieu-Léger, *Vers l'implosion ? Entretien sur le présent et l'avenir du catholicisme* (Seuil 2022).

À vrai dire, de ce côté, on ne l'aimait déjà pas avant, depuis son élection en 2013 quand il a remplacé le pape démissionnaire Benoît XVI - qu'ils portaient aux nues. L'infériorité intellectuelle (prétendue) de François par rapport à Benoît a vite fait partie des évidences sur les réseaux « tradis ». Les signaux de méfiance, voire de dédain et de rejet, les dénonciations de son mauvais caractère et de ses sautes d'humeur, etc. n'ont pas manqué depuis.

Ceux qui connaissent un peu cette « tradition » ne sauraient s'en éton-

ner : elle ne craint pas la violence, physique ou verbale, contre ses adversaires. Désormais dominant sur les réseaux sociaux, outre l'accablant, l'hostilité ouverte et la fureur de ces chapelles traditionnalistes contre un pape qui, à les en croire, est décidé à leur faire une guerre personnelle pour les faire rentrer dans le rang de l'Église conciliaire. Ils se présentent comme des victimes incomprises d'une « cruauté » imméritée de la part d'un méchant notoire ; ils protestent de leur fidélité exemplaire à la règle de foi et aux exigences morales de l'Église, alors que d'autres (les conciliaires libéraux qui en prennent et en laissent...) feraient n'importe quoi.

Conversions contre réformes

Même si leur sincérité n'est pas en cause, les réactions de beaucoup ont pour effet paradoxal de largement confirmer la justesse de la décision de François : loin de réunir les catholiques dans l'assentiment au Concile, la permission élargie de Benoît XVI a non seulement conforté les traditionalistes dans le rite extraordinaire, mais les a encouragés dans la construction d'une *Église catholique bis* en quelque sorte. Une Église qui refuse définitivement une grande part de l'esprit de Vatican II, mais qui profite du cadre large et accueillant de la grande Église pour développer ses doctrines théologiques, morales et sociales.

Il y a là une inversion par rapport aux catholiques dit « d'ouverture », « conciliaires », etc. Malgré des transgressions localisées (eucharisties célébrées sans prêtre, ordinations ici ou là de femmes), il ne s'agit pas pour ceux-ci de créer une autre Église, une Église parallèle avec ses rites propres ou extraordinaires, ni a fortiori une Église schismatique. Il s'agit que la grande Église engage des *réformes* vitales pour son avenir,



Messe pontificale pour le 25^e anniversaire de Notre-Dame de Chrétienté, Versailles 2007, présidée par le cardinal Castrillon Hoyos
© Philippe Lissac / Godong

car on peut, à bon droit selon eux, voir dans la crise actuelle de l'institution la conséquence directe d'un système verrouillé, allergique à tout changement, uniquement préoccupé par le maintien et la conservation, n'innovant que ... dans la restauration de l'ancien. Pour ces catholiques, la crise de l'Église ne vient pas de ce qu'elle aurait trop et trop brutalement «réformé», mais du fait que les réformes pratiques, absolument exigées durant les temps de l'après-Concile, n'ont jamais vu le jour... Notons d'ailleurs la différence de vocabulaire: là où les conciliaires incriminent l'absence de *réforme* - un mot certes dissonant depuis le XVI^e siècle dans l'Église catholique -, les tradis en appellent invariablement à la *conversion* personnelle, à la prière plus instante, au mot de Bernanos selon lequel l'Église manque avant tout de saints...

Une tradition très politique

S'il s'agissait uniquement d'une dissonance religieuse autour d'un rite,

l'ouverture de Benoît XVI en juillet 2007 (*motu proprio Summorum Pontificum* qui facilitait la célébration du rite dit «extraordinaire» de la messe en latin) aurait peut-être eu du sens. Mais c'était là faire preuve de naïveté, en tout cas pour la France où non seulement l'intégrisme (représenté par la Fraternité Saint Pie X fondée par Mgr Lefebvre, schismatique depuis 1988), mais nombre de catholiques de la Tradition (comme ils aiment à dire), en particulier leurs penseurs et leurs leaders, sont aussi les héritiers d'un long héritage politico-religieux ou théologico-politique: celui de la tradition contre-révolutionnaire.

Pour celle-ci, la Révolution est elle-même fille de la Réforme de Luther, de l'esprit de libre examen subjectif né avec Descartes, et bien sûr des Lumières anti-religieuses. Et pour les «tradis» contemporains, elle est ainsi mère d'une idéologie délétère et destructrice: le libéralisme sous toutes ses formes, théologique et philosophique, politique et cultu-

Changement

Les catholiques de la Tradition et la tentation de la sécession

rel... Toutes les erreurs des deux derniers siècles (y compris le communisme athée) ont, d'une manière ou d'une autre, partie liée avec une liberté anarchique de l'esprit issue de la Révolution, qui nie la loi et les droits de Dieu. D'où les sympathies de beaucoup de ces catholiques de tradition pour le système monarchique ou les politiques favorables à la loi religieuse (catholique), et en fin de compte pour le rôle irremplaçable de l'autorité partout (la famille, l'école, l'armée, la vie publique, l'entreprise...). Du reste, les traditionnalistes rappellent que ce choix a été celui de l'Église entière jusqu'à Vatican II. Elle est, disent-ils, devenue infidèle à ce passé « millénaire » qu'eux-mêmes, les vrais fidèles, maintiennent contre vents et marées...

Cette fidélité a pourtant été à l'origine de nombreux choix politiques que l'Église a chèrement payés : soutien à Napoléon III (oublié aujourd'hui, mais si furieusement dénoncé par Victor Hugo par exemple), campagne antisémite virulente lors de l'affaire Dreyfus dans les journaux catholiques, refus de la séparation de l'Église et de l'État en 1905, entêtement puissant pour le national-catholicisme de Charles Maurras, adhésion à Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale, opposition à la décolonisation et choix de l'Algérie française - toujours au nom de la civilisation chrétienne à défendre et à maintenir. Mgr Lefebvre

et sa galaxie étaient imprégnés de ces idées, et une partie de leurs héritiers le sont toujours, même si c'est à des degrés divers.

Charles Maurras, le retour !

Le précédent le plus proche de ce qui se passe aujourd'hui est celui des réactions à la condamnation de l'Action française et des doctrines de Maurras en 1926 par Pie XI : même incompréhension par rapport à une décision pontificale, même tentation d'une partie des catholiques concernés de faire sécession ou d'en découdre avec le Magistère de l'Église. Sauf qu'aujourd'hui un facteur paradoxal et inattendu s'ajoute à l'équation : les catholiques traditionnalistes trouvent dans la société politique et civile un soutien de la part d'« anti-François » auxquels insupportent sa défense des immigrés et des pauvres, d'une fraternité sans frontières ou de la « maison commune » Terre à préserver, ou encore ses critiques de la mondialisation destructrice.

On assiste même à l'appui improbable au passé catholique par des gardiens du patrimoine qui ne craignent ni le ridicule ni l'imposture, tel Michel Onfray, nouveau croisé de la messe en latin contre François. Le candidat aux présidentielles 2022 Eric Zemmour a aussi cru un moment avoir trouvé dans la défense du patrimoine catholique de la France le graal d'une campagne réussie, avant de redescendre inexorablement dans les sondages face à son adversaire Marine Le Pen, qui préfère défendre, face à l'Islam et l'islamisme, la laïcité française plutôt que sa tradition catholique (ainsi que... le pouvoir d'achat !).

À leur insu ou de leur plein gré, tous les défenseurs de ce passé naviguent du côté du nationalisme maurrasien, dont le catholicisme est une pièce importante. Dans cet air du

temps de nouveau favorable à cette doctrine (fût-ce sans le savoir), des médias divers jouent aussi leur partition, ainsi que des grands patrons toujours séduits par la prière fervente ... quand elle a lieu en soutane. Eric Zemmour l'a dit explicitement: *non au Christ* (je traduis: on n'a pas besoin de ce trublion qui prônait l'accueil de l'étranger...), *oui au christianisme* (qui s'opposerait au « grand remplacement » des chrétiens par les musulmans en Europe, annoncé en 2011 par l'écrivain Renaud Camus). Recule ou disparaît ainsi la foi au Christ de l'Évangile; vient ou revient le génie civilisationnel (esthétique, culturel, cultuel) et politique (national, identitaire) de l'Europe chrétienne.²

Le « souvenir dangereux » de la croix

Ni les catholiques traditionnalistes ni leurs amis n'ont l'habitude du retour sur soi. Ils en auraient pourtant grand besoin. Dans les accusations des premiers contre François, revient souvent le « sacrilège », l'acte « idolâtre » commis par le pape quand il a béni, au moment du synode sur l'Amazonie en 2019, des statuettes de la Pachamama, la « déesse-terre » des Andins. Mais eux-mêmes, conformément à leur monde de certitude, ne s'interrogent jamais sur l'idole de la messe en latin, qu'ils ont construite de toute pièce comme « éternelle » alors que sa mise en forme ne date que du XVI^e siècle, avant de subir encore des changements ultérieurs.

L'idée ne les effleure pas qu'il pourrait y avoir aussi dans l'Église une « Tradition du nouveau ». Or, si on y regarde bien, c'est elle qui est plutôt en panne aujourd'hui, qui étouffe sous l'exaltation effrénée du patrioisme chrétien ou des « valeurs chrétiennes » à conserver (à mettre en conserve ?) dans une Europe où la foi

au Christ et le sacrement du frère (de tout frère humain) rappelé dans la « fraction du pain » sont en recul.

Les catholiques de la Tradition, « intégristes » durs ou « traditionalistes » plus modérés, insistent volontiers, on le sait, sur le « sacrifice de la messe », ou sur la messe comme « sacrifice », bien plus que sur la « fraction du pain » ou le « repas du Seigneur » (la Cène). Il s'agit là encore d'une dérive théologique, donc nullement d'un fait d'origine, dont le fondement scripturaire (dans la lettre aux Hébreux) est fortement contesté par nombre d'exégètes et de théologiens, qui ne sont pas pour autant des révolutionnaires en rupture avec la Tradition...

Au fond, les intransigeants de la messe en latin oublient surtout un détail essentiel: à l'origine du christianisme, bien avant la « messe en latin », il y avait le « souvenir dangereux »³ et gênant d'une croix *réelle*, ni cultuelle ni culturelle ni esthétique, « scandale pour les juifs » mais aussi (sans doute plus que jamais aujourd'hui) « folie pour les païens » (1 Corinthiens 1,23).■

1 Est-il besoin de dire qu'il ne s'agit en aucun cas d'oublier ce passé et de ne pas en éprouver plaisir, joie et fierté? Ce qui n'est pas admissible, c'est son instrumentalisation « contre » d'autres, dans des combats douteux.

2 Cf. Johann Baptist Metz, *La foi dans l'histoire et dans la société. Essai de théologie fondamentale et pratique*, tr. de l'all. par Paul Corset et Jean-Louis Schlegel, Paris, Cerf 1979, 270 p.